PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

15, passage Dubail, Paris
ABONNEMENTS
France, 1 an ..... 22 fr.
— 6 mois .... 11 fr.
Etranger, 1 an ..... 40 fr.
— 6 mois ..... 20 fr.
Compte Chèque Postal
Bardin Alfred
N° 1907-81, Paris

La lutte ouvrière

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

2e ANNEE — N° 42. — LE NUMERO : 50 CENTIMES.
VENDREDI 30 AVRIL 1937

Les ouvriers de Latécoère en faisant, malgré les patrons, marcher l'usine; les gars du Bâtiment de Nantes en conspuant les traîtres,

Nous montrent la voie

Premier Mai de Lutte de Classes !

Pour le Renversement de l'Etat capitaliste

POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER & PAYSAN !

Le Premier Mai de Lutte quand le Parti Communiste était révolutionnaire

La journée du premier mai, historiquement journée de lutte, contre l'exploiteur bourgeois, est complètement dégradée cette année par les directions réformistes et stalinistes, qui en font une journée de collaboration de classes.

On trouvera ci-après, les citations de l'*Humanité* qui datent d'une époque assez récente 1931-1932 où bien que prisonniers de tactiques et de théories absurdes (socialformisme ! Front unique rien que par en bas ! etc.) qui faisaient le jeu du fascisme, les stalinistes, étaient cependant dans les grandes lignes encore fidèles aux conceptions de la lutte de classes. Chacune de ces citations est un soufflet, pour les falsificateurs, et une invitation pour les ouvriers à rester fidèles au programme communiste véritable que la IVe Internationale, est la seule organisation à reprendre :

Le premier mai 1937 *est ainsi, pour le prolétariat allemand une journée de combat contre le fascisme, contre l'esclavage du plan Young, contre le système capitaliste.*

Sous le drapeau rouge du marxisme révolutionnaire en alliance étroite avec le prolétariat des autres pays et en premier lieu avec la patrie, socialiste du prolétariat international, l'Union soviétique, les prolétariats de France et d'Allemagne doivent savoir forger sur le plan national le front unique rouge et accomplir envers la classe dominante en faillite, le geste symbolique énoncé jadis par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg par les mots resplendissants de force : « Le poing au visage et le genou sur la poitrine. »

Ernst Thaelmann
(Ernst Thaelmann, *Humanité*, 29 avril 1931).

Le n° *du* 1er 1931 *de* l'Huma *parait avec tous les articles censurés.*

« *La bourgeoisie saisit* l'Humanité, *puis n'autorise sa sortie des ateliers qu'après censure des passages considérés comme séditieux, et enfin la fait rafler par des gardes mobiles lorsqu'elle se trouve dans les kiosques.*

Les colonnes blanches de l'Humanité *du* 1er *mai* 1931 *ont rappelé celles des journaux révolutionnaires de la période* 1914-19, *lorsqu'opéraient les Mornay et les Bouchardon.*

...Or, c'est ce moment-là que choisit le chef social - fasciste (Blum) pour réclamer à Carmaux au cours d'un déjeuner du premier mai, le renforcement de l'Etat.

Les travailleurs vont se grouper pour combattre la dictature bourgeoise — qu'elle se manifeste sous la forme d'un banditisme fasciste déchaîné ou qu'elle s'exerce sous le voile de la démocratie bourgeoise.

Florimond Boute, *Huma*, 2 mai 31.

⁂

Le 1er *mai, ouvriers communistes, socialistes, sans parti, réaliseront leur front unique de lutte en manifestant coude à coude et en votant pour le Parti Communiste, leur seul parti de classe, qui les conduira à la victoire contre le capital et ses laquais.*

Duclos, *Huma*, 1er mai 1932.

Premier mai, journée de lutte contre la misère, contre la réaction, contre la guerre.

...Cette même IIe Internationale qui en 1914 *a trahi la classe ouvrière. Cette IIe Internationale qui pendant la guerre de* 14-18 *proclamait : c'est la dernière des guerres, et ses sections qui votaient les crédits de guerre. N'est-ce pas la IIe Internationale qui a soutenu l'invasion du Maroc, de la Syrie, de l'Indochine.*

La IIe Internationale vous fait croire, prolétaires, que la conférence de Genève prépare le désarmement, cette conférence prépare de nouveaux armements...

...Qui peut empêcher la guerre? La S.D.N. ? qui appuie l'impérialisme japonais et qui a toujours soutenu toutes les puissances impérialistes de rapine contre les peuples faibles et opprimés.

(Appel de l'I.C. pour le 1er mai, *Huma*, 30 avril 1932.)

Aujourd'hui, il faut appliquer non seulement à la IIe Internationale, mais à la IIIe Internationale, ce qui est dit ci-dessus.

Par le même se trouve justifiée, la nécessité de la IVe Internationale, sous le drapeau de laquelle se rangeront tous les ouvriers partisans de la lutte de lcasse.

Exemples à suivre !

A LATECOERE (Toulouse).

Les ouvriers, en présence du sabotage de la direction, se sont présentés et ont fait eux-mêmes marcher l'usine.

Les patrons avaient interdit l'accès des bureaux aux employés et techniciens.

En agissant ainsi, les ouvriers ont montré la voie. Les ouvriers peuvent eux-mêmes, d'accord avec les techniciens, assurer la marche des usines.

Pour cela il faut exproprier les capitalistes !

—o—

DANS LE BATIMENT, à Nantes.

Complètement désarméspar leur direction réformiste-staliniste, les gars du bâtiment tiennent admirablement, depuis le 16 *février.*

Le 27 *avril au matin, le maire socialiste les a fait disperser par les flics.*

Mais, au meeting, les dirigeants syndicaux ont été conspués.

Solidarité de lutte. Soutien actif des vaillants grévistes du bâtiment de Nantes !

Travailleurs de France MANIFESTEZ pour les mots d'ordre de la Révolution Socialiste

Les chefs du Front populaire « socialistes » et « communistes » vous avaient promis le pain, la paix et la liberté par l'alliance avec les chefs radicaux agents de l'impérialisme, et dans les cadres du régime capitaliste.

LE PAIN, vous l'avez arraché en partie, en imposant par les magnifiques occupations de masse de juin, l'augmentation des salaires, les quarante heures, les contrats collectifs. Mais en multipliant les capitulations et... les phrases devant la contre-offensive patronale, déchaînant la vague de vie chère, les chefs du Front Populaire, vous le laissent voler.

LA PAIX ? Elle ne fut jamais plus menacée. Le gouvernement de Front Populaire ne veut pas toucher un centime du plus formidable budget de guerre de l'impérialisme.

C'est au nom de la préparation à la guerre, qu'il demande des sacrifices aux vieux, aux chômeurs, aux paysans, aux ouvriers.

LA LIBERTE ? En capitulant devant les radicaux, qui interdisent que l'on touche aux chefs fascistes de la police et de l'armée, les chefs du Front Populaire laissent la voie ouverte à un coup d'Etat à la Franco, en France. Après Clichy, on nous prépare de nouveaux Clichy. Ces gens qui se prétendent les défenseurs des libertés démocratiques, sont par leur politique de blocus (gouvernement Delbos-Blum), ou par leur passivité (aucun acte, rien que des phrases du Parti « communiste »), responsablesde la mort de milliers de travailleurs d'Espagne, qui ont montré, comment on luttait pour la liberté, PAR LA MILICE OUVRIERE, LES ARMES A LA MAIN !

La conclusion de « l'expérience Daladier-Blum-Thorez », c'est que le pain, la paix, la liberté, ne peuvent être obtenus dans les cadres du régime capitaliste même démocratique.

C'EST POURQUOI LES TRAVAILLEURS, MANIFESTERONT, EN CE PREMIER MAI DE LUTTE, CONTRE LES TRAHISONS ET LES CAPITULATIONS, CONTRE LE CAPITALISME ET SES PRODUITS, LE FASCISME ET LA GUERRE.

1. A BAS LES CHEFS RADICAUX, AGENTS DES DEUX CENTS FAMILLES !

2. BRISONS LE BLOCUS QUI ASSASSINE LES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE, PAR L'ACTION DIRECTE DE MASSE, LA MANIFESTATION DE RUE, LA GREVE. ASSEZ DE PHRASES !

3. A BAS LE BUDGET DE POLICE, ET DE GUERRE; A BAS LES DEUX ANS; A BAS L'UNION SACREE.

Contre la guerre impérialiste, défaitisme révolutionnaire.

4. Pour la consolidation et l'extension des conquêtes de juin, opposons au plan de l'Etat-major national, LE PLAN DE LA CONTRE-OFFENSIVE OUVRIERE, L'UNIFICATION ET LA COORDINATION DES LUTTES POUR L'OCCUPATION DE MASSE PAR LES CONGRES DES DELEGUES D'USINE.

CONTRE L'EXPLOITEUR, CONTROLE OUVRIER !

5. Pour l'amnistie intégrale en France et aux colonies !

6. Pour la libération des peuples coloniaux opprimés et affamés par l'impérialisme français !

7. Pour dissoudre effectivement les bandes fascistes, PAR LA MILICE OUVRIERE !

8. Pour une alliance de lutte du prolétariat et des classes moyennes, comités de masse à l'usine, dans les quartiers, au village pour lutter contre la spéculation et la vie chère ! Comités de soldats !

UNION DU PEUPLE TRAVAILLEURS DANS LES CONGRES DES COMITES OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS.

9. POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN, expression des Comités (soviets) ouvriers, paysans, soldats.

VIVE LA REVOLUTION ESPAGNOLE.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE EN FRANCE ET DANS LE MONDE !

Le Parti Ouvrier Internationaliste.
(Section française de la IVe Internationale.)

Quelques rappels nécessaires

Ils nous avaient promis... Et nous avions dit :

LES PROPHETIES DE BLUM.

« *La condition humaine s'est relevée. La revalorisation des produits agricoles, et l'établissement de conditions de travail nouvelles, ont rehaussé non seulement le bien-être mais la dignité du paysan et de l'ouvrier. eD nouveaux rapports sociaux s'établissent. Un ordre nouveau s'élabore. On s'apperçoit que l'équité, l'égalité, la liberté ont par elles mêmes quelque chose de bienfaisant, de salutaire. La puissance spirituelle du pays s'accroît ainsi au même rythme que sa force matérielle. Tout le monde répétait, il y a six mois, « il faut que ça change ! » et on s'apperçoit que déjà quelque chose estchangé.* »

(Blum, le 1er janvier 1937).

Ils vous avaient promis
Et nous vous avons dit...

Le programme du front populaire qui était rédigé sur la base d'une capitalisation complète devant les radicaux, promettait le pain par le régime capitaliste démocratique, la paix par la S.D.N., la liberté par la « dissolution » des ligues.

A cela, les « trotkystes » opposaient la lutte classe contre classe, le refus d'une nouvelle coalition avec l'exploiteur radical, et déclaraient : « les programmes des Fronts populaires de France, d'Espagne, comme le programme de la coalition belge représentent un mirage et une tromperie manifeste, la préparation d'une nouvelle déception des masses ouvrières ».

Les grèves de juin, ont marqué l'entrée des ouvriers de France dans la période de la révolution, et de ce jour, ils ont trouvé devant eux, pour les obliger à capituler devant les banques, « les alliés » radicaux. Sous prétexte de maintenir l'alliance, les chefs « socialistes » et « communistes », ont capitulé! Mais les ouvriers veulent continuer la lutte.

Nous rappelons ci-après, par quelques extraits, au moyen de quels sophismes criminels, on les a trahi :

LE REFORMISME.

« Il ne s'agit ni de démagogie, ni d'insurrection. Il s'agit simplement de faire rendre par le patronat un peu de leur pouvoir d'achat à des hommes qui ont depuis quatre ans perdu jusqu'à 30 % de ce pouvoir d'achat et quelquefois plus. C'est l'intérêt de la nation tout entière. (Paul Vaillant-Couturier, *Humanité* 6-6-36)».

Mais en laissant le patronat en place, en préconisant la paix sociale, l'arbitrage obligatoire, en sabotant l'occupation de masse, on ne fait que favoriser, malgrés les efforts héroïques des masses, la diminution de leur pouvoir d'achat.

LA RECONCILIATION NATIONALE.

« Ce qui frappe dans ce mouvement, qui s'amplifie d'heure en heure, c'est la réconciliation des opinions et des confessions, des communistes et du socialiste au volontaire national, du catholique à l'incroyant, et l'entrave qui caractérise le travail repris après la victoire » (P.V.-C. *Huma* du 7-6-36) »

« Nous tendans la main aux Croix de feu et aux volontaires nationaux sincères, à tous ceux qui veulent réellement le bien du peuple ». (L. Saimpaix, *Huma* du 29-7-36).

Mais à ce piège de la réconciliation, c'est La Rocque qui finit par prendre le Parti dit Communiste.

POUR LA PRODUCTION FRANÇAISE.

« Nous donnerons même un nouveau sujet d'étonnement à nos réactionnaires en félicitant les délégués et les ouvriers de cette grande usine métallurgique qui ont décidé, ensemble, de ramener le niveau de la production qui avait faibli, à ce qu'elle était avant la grève ».

(Fanchon, *Huma* du 22-7-36).

Mais c'est au nom de ces théories de l'accroissement de la production, que les patrons, les fascistes, les radicaux, exigent maintenant la répression contre les ouvriers.

AMITIE AVEC LES ExPLOITEURS pour l'ordre de leurs institutions.

« Le Parti communiste n'entend pas davantage sacrifier à la mode qui consiste à attaquer le Sénat républicain ».

LA CONTRE OFFENSIVE PATRONALE.

C'est ainsi que les communistes ont préparé les masses à la formidable contre-offensive patronale.

Par contre, dès le début, le P.O.I. et les J.S.R. ont su prévoir la contre-offensive, et demander aux ouvriers avancés de s'y préparer. On trouve dans ce numéro, les mots d'ordre de lutte de notre programme d'action socialiste.

« Les communistes ont donné la preuve qu'ils voulaient l'ordre ».

(Manchette de l'*Huma*, 12-7).

Lire la suite page 2

Pour le Mur des Fédérés, préparons la Manifestation du Drapeau Rouge

Lire l'article la page 2

POUR LA LIBERTÉ

Contre le blocus, Blum, Eden, Staline

Action directe par la grève de masse

La politique du « Front Populaire » international anglo-franco-russe aboutit au pacte de non intervention. Le 6 août le Ministre de Front populaire français **« décide de suspendre les autorisations d'exportation au profit du gouvernement régulier d'une nation amie. »** (Déclaration Blum.)

L'U.R.S.S. et l'Angleterre s'alignent sur cette politique. Mussolini et Hitler redoublent les « autorisations d'exportation » de canons et d'avions.

Le 6 septembre Blum placide à Luna-Park. Il déclare cyniquement qu'à cette date la neutralité n'était pas encore violée par les pays fascistes. Pivert proclame que Blum a sauvé la paix.

Devant la violente protestation des masses l'U.R.S.S. est contrainte de reculer. Le 23 octobre l'U.R.S.S. fait savoir « qu'en adhérant à l'accord de non-intervention le gouvernement soviétique s'attendait à ce que l'accord soit par tous les participants et que de ce fait la période de guerre civile en Espagne serait abrégée et le nombre des victimes réduit ». (Lettrede Maisky). L'U.R.S.S. déclare ne pas être plus engagée que l'Allemagne ou l'Italie. Cependant en aucune façon elle ne rompt avec la politique de statu quo, 8 août - 25 octobre. Le temps pour Franco d'encercler Madrid.

Le 6 décembre l'U.R.S.S. prend l'initiative au Comité de Londres d'interdire l'envoi des volontaires. Proposition Maisky. Le 10, c'est accepté. En janvier le Parlement français votait l'interdiction **à l'unanimité.**

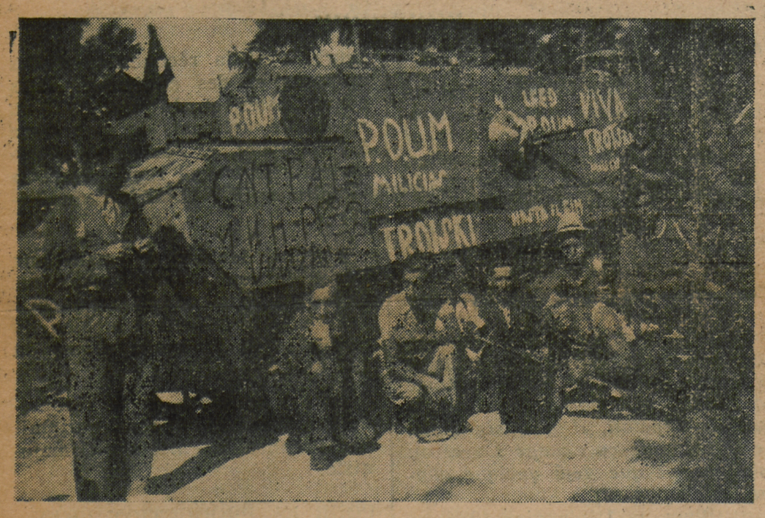
En février le Comité de Londres décide de **renforcer le blocus.** Il décide la fermeture absolue des frontières d'Espagne. Interdiction de l'envoi aux ouvriers d'armes et de volontaires. Contrôle sur l'envoi de denrées alimentaires, produits médicaux, vêtements, etc. Maisky déclare : **« Au nom de mon gouvernement je me félicite de l'accord intervenu hier, et je vous assure, que de son côté, le gouvernement des Soviets mettra tout en œuvre pour l'adoption de ces mesures. »**

Ribbentrop déclare : **« Je suis heureux de constater que le point de vue allemand a été adopté et je tiens à exprimer ma satisfaction de ce résultat. »**

Le 20février, à minuit, les frontières espagnoles du côté français sont rigoureusement fermées. La frontière portugaise reste pratiquement libre.

Fin avril les « démocrates » affament Bilbao. Le blocus est absolu.

La politique de trahison joue pleinement. Dans sa « **Lettre à propos de la décision du Comité de non-intervention** » (19 février) notre Parti proclame :



Le gouvernement et ceux qui le soutiennent prétendent qu'en étranglant la révolution espagnole, ils préservent la paix en Europe. Au contraire, les faits démontrent qu'avec cette politique, ils la précipitent. Si l'Espagne reste le champ clos des rivalités impérialistes, allemandes, italiennes, françaises et anglaises, la guerre est fatale et inévitable.

La seule voie de son éloignement c'est la lutte triomphante des ouvriers espagnols soustrayant l'Espagne à la domination du capitalisme. Dans cette voie le régime d'Hitler et de Mussolini sera ébranlé, et les 200 familles françaises commenceront elles aussi à trembler réellement sur leur base.

Il faut organiser à Paris et dans tous les grands centres ouvriers de France des manifestations sous le mot d'ordre : A bas le blocus ! Solidarité aux travailleurs espagnols ! A bas le fascisme et ses larbins radicaux !

Pas un instant le collectage de fonds pour nos frères d'Espagne ne doit s'arrêter ! Les volontaires pour la lutte doivent continuer à se grouper ! Dans les usines, et bureaux, les comités, les syndicats, doivent envisager avec une ardeur nouvelle les moyens de faire parvenir à nos frères les vivres et les armes nécessaires.

Solidarité de classe avec les travailleurs des Colonies !

Au côté des travailleurs Nord - Africains affamés par l'Impérialisme

Le bilan du gouvernement de front populaire est facile et brutal. Dès novembre, il emprisonne les chefs du mouvements nationaliste marocain et des centaines de militants arabes. Les peines tembent : deux ans, trois ans de prison. Il est obligé de reculer devant l'agitation de masse qui s'étend par tout le Maroc. Aujourd'hui, il vient de dissoudre le parti d'action marocaine. Il a entouré la Médina de Fez de grosses forces policières (goum, maghaznis, sénégalais). En Tunisie, son appareil fasciste a fait massacrer les grévistes de Metlaoui : 17 morts, 34 blessés. Dissolution de l'Etoile du Nord Africaine. Poursuites contre les « Amis d'El Ouma »; il relâche les fascistes arrêtés au lendemain des bagarres de Sidi Bel Abbès (un ouvrier Piré) et condamna deux ouvriers indigènes à 6 et 4 mois de prison pour détention d'une matraque. Telle est la liberté que le Gouvernement de Front Populaire donne à l'Afrique du Nord. Pour le Pain, la famine atroce qui ravage des régions entières répond. Il transforme l'Office du Blé au Maroc en machine de guerre au profit des colons contre les fellahs. (« Lutte Ouvrière » du numéro 38). En Algérie, il laisse les municipalités fascistes utiliser le blé destiné aux indigents et s'en servir comme d'une arme politique.

Aucune mesure enfin n'a été prise contre les fascistes ! Lambert commence par le passé.

Le Gouvernement Blum recommence la faillite du Front Populaire espagnol. Comme lui il facilite la voie à un soulèvement fasciste.

Notre Parti oppose à cela comme mots d'ordre immédiats :

La réalisation immédiate des revendications démocratiques :

Liberté de réunion, d'association, de presse.

Reconnaissance des syndicats et de leur contrôle.

Liberté aux ouvriers indigènes de militer dans les Syndicats.

Revision complète des salaires et leur adaptation au coût réel de la vie. Application immédiate des conguets de juin à l'Afrique du Nord : l'organisation de la semaine de quarante heures, les allocations familiales, en face des européens, à travail égal salaire égal, application des contrats collectifs, reconnaissance des délégués ouvriers, allocations de chômage a égalité avec les ouvriers français.

Arracher aux colons la terre volée aux masses misérables des fellahs.

Pour les fellahs, les mêmes droits, mêmes crédits, qu'aux colons européens. Des facilités étendues pour obtenir un appareil technique moderne capable de mettre sérieusement en valeur la terre.

Le groupement des fellaks en conseils de paysans dans l'organisation traditionnelle des anciennes Djemaâ.

Immédiatement, le blé qui s'entasse dans les docks silos doit être distribué aux masses affamées. Contrôle des docks silos par des comités de paysans et d'ouvriers.

En Algérie, la convocation d'une Assemblée Constituante où les délégués ouvriers et paysans se prononceront eux-mêmes sur leur propre sort.

En Indochine

Seuls les Trotskystes luttent pour les masses travailleuses

PAIN

Le gouvernement de front populaire

Dévaluation, vie chère, augmentation de l'impôt. Maintien de l'impôt personnel. Expropriation des paysans, chômage, misère.

Stalieniens

Confiance aux bourreaux. Protestation pour la forme afin de calmer la masse contre la politique de misère du gouvernement.

La IVe Internationale

Contrlôe ouvrier d'échange et de production, échelle mobile établie et contrôlée par les comités de ménagères. Socialisation des banques, industries, des mines et plantations sous le contrôle effectif du gouvernement des ouvriers et paysans élus par les comités d'usine, de quartier, de village, de soldats. Suppression de l'impôt personnel, des corvées. Partage des terres.

PAIX

Le gouvernement de front populaire

Appel des réservistes. Préparation systématique de la guerre impérialiste des démocraties.

Les staliniens

Pour la défense de l'impérialisme français contre l'Allemagne et le Japon sous le prétexte de la lutte des démocraties contre le fascisme.

IVe Internationale

Lutte contre la guerre impérialiste en organisant le travail antimilitariste la fraternisation du front.

LA LIBERTE

Le gouvernement de front populaire

Même politique que Sarraut, Pasquier, Robin. Interdiction du congrès indochinois, dissolution des comités de masse, annulation des conseillers ouvriers municipaux de Saïgon, maintien du système électoral. Saisie des journaux en langue indigène. Vhol Nhanh Sua, etc. Expulsion des journalistes Vy-Wy en Annam, Arrestation des conseillers ouvriers Pao Minh Phân. Arrestation et emprisonnement des militants révolutionnaires ayant participé aux comités d'action. Condamnation du journal « Le Travail ». Menace de dissoudre le groupe de « La Lutte ». La sûreté organise la terreur dans les villages. Décoration des bourreaux Dôc-Phu-Chân, Doc-Phu-Nam, etc.

Les staliniens

Acceptent l'interdiction du congrès indochinois, la dissolution des comités d'action. Acceptent le bureau des vœux. Il faut tout accepter, conseille Duong Bach Mai. Rester calme. Respecter la légalité.

IVe Internationale

Pour les libertés politiques et syndicales. Libertés de voyage. Pour la destruction de l'appareil de coercition de l'impérialisme et son remplacement par petits fonctionnaires élus et contrôlés par ouvriers, paysans, petits bourgeois, soldats.

AMNISTIE

Le gouvernement de front populaire

Au compte goutte. A peine amnistié, de nouveau arrêté: Des milliers sont encore au bagne. Nouvelles arrestations.

Staliniens

Il ne faut pas trop demander. Tout n'est pas possible. Sacrifier ses amis pour ne pas perdre la confiance des bourreaux.

IVe Internationale

Amnistie générale immédiate. Renforcer le parti bolchevik-léniniste pour remplir cette lourde tâche.

EN INDOCHINE.

Saigon. — Plus de 1000 ouvriers de l'Arsenal de la Marine ont fait la grève; la direction essaie de reprendre ce qu'elle a cédé lors de la grève précédente. Ce qui est magnifique, c'est la solidarité effective enter les ouvriers et leurs délégués et leur volonté de triompher.

Menace de poursuite contre le gérant de « Le Militant »

— Plus de 3.000 travailleurs ont manifesté au départ de Godart; les staliniens ont crié : Vive Godard!, les ouvriers trotskystes, ont crié : « Pour les libertés politiques et syndicales, pour l'amnistie intégrale.

EN ANNAM.

Pour avoir lu la brochure de Léon Blum, président du Conseil, intitulée « Pour être socialiste », 15 annamites dont un ancien détenu politique, ont été condamnés à 15 ans de prison, 4 ans et demi avec sursis et 6 mois de surveillance administrative.

AU SIAM.

On nous écrit du Siam, de Khon-Ken,que pendant les dernières manifestations des travailleurs annamites et siamois, il y avait 79 arrestations, 2 assassinés par la police, la grève de la faim dans la prison, 13 condamnés à 5 ans de prison chacun, 5 ont pu s'évader.

VENDREDI 7 MAI

Salle Albouy, à 21 heures

27, Rue Albouy (Metro Lancry)

Aprés les exclusions dans la S. F. I. O.

Pour le nouveau parti Révolutionnaire

Grande

Conférence publique

organisée par le P. O. I. et les J. S. R.

ORATEURS :

Cojot des J.S.R. — **Rous** du P.O.I. — **Gillot** du P.O.I.

Tessier membre de la C. E., exclus des J.S. — **Grouazel** du C.A. S.F.I.O. de Seine-et-Oise

Pour le Mur des Fédérés
Manifestation du drapeau rouge

Le Bureau politique du P.O.I. a adressé au Comité de Coordination P.S.-P.C., la lettre ci-après, pour demander à participer au cortège du mur :

Paris, 24 avril 1937.

Camarades,

Cette année plus que jamais, au moment où se déroulent les luttes les plus héroïques pour la Commune espagnole, les travailleurs parisiens veulent manifester au Mur des Fédérés leur attachement à l'internationalisme prolétarien, au drapeau rouge, à la révolution socialiste.

Notre parti, comme chaque année, viendra apporter son hommage de lutte au Mur.

Malgré les mots d'ordres contraires aux intérêts du prolétariat que lancent à cette occasion vos organisations, nous estimons avant tout nécessaire une manifestation commune de tous les travailleurs de la région parisienne. Cependant, l'année dernière, les responsables de vos services d'ordre ont fait sauvagement matraquer nos camarades boulevard de Charonne, aidés confraternellement par la police, qui a depuis renouvelé ses preuves dans la tuerie de Clichy.

C'est pourquoi, avant de prendre une décision définitive sur l'organisation de notre commémoration du Mur, nous vous demandons de répondre aux questions suivantes :

1° Prenez-vous l'engagement de respecter les drapeaux, pancartes et mots d'ordre du P.O.I., et en général de tous les travailleurs même non apostillés par le gouvernement ?

2° Etes-vous prêts à prendre dans la presse, des engagements publics en conséquence ?

Sans réponse de votre part à la date du 30 avril, nous considérerons votre silence comme une décision de renouveler le Pogrom de mai 1936.

Avec notre salut bolchevik-léniniste,

Le B.P. du P.O.I.

Mais les chefs de collaboration de classes entendent bien faire de cette manifestation traditionnelle de sympathie aux héroïques communards une manifestation de fraternisation avec « les Versaillais ». Ils n'ont pas répondu à notre lettre.

C'est pourquoi, tous les ouvriers d'avant-garde, seront appelés à commémorer « la Commune », sous le signe du drapeau rouge, et de la lutte de classes.

Dès la semaine prochaine, nous informerons des dispositions prises à cet effet.

Aidez le groupe bolchevick-léniniste d'Espagne

Un de nos camarades d'Espagne nous dit...

Notre camarade Munis, bolchevick léniniste d'Espagne était parmi nous ces jours-ci. Nous lui avons posé une série de questions concernant la situation en Espagne, et nous donnons ses réponses, dont nos lecteurs apprécieront tout l'intérêt.

— Où en est la question de lutte militaire, et de la militarisation, quelle est l'impression générale des combattants ?

— Les combattants sont convaincus que Franco ne vaincra pas. Cependant on ne saurait dissimuler que les mesures réactionnaires sur le terrain militaire et politique, ont crée dans la masse un état d'esprit d'incertitude. La politique du Front Populaire, se traduit par le sabotage de toute offensive militaire effective.

Prenons l'exemple de Madrid. Les fascistes pourraient être attaqués en divers points stratégiques où ils sont très faibles, tels l'arrière-garde de Tolède, et le front d'Estramadure. Dans le même temps, les forces de front de la Guadanama, qui appartient intégralement aux « gouvernementaux » pourraient permettre d'isoler de sa base et d'écraser le corps d'armée fasciste qui est autour de Madrid.

Mais rien n'est fait dans ce sens.

D'autre part, le Front dAragon, où les miliciens ont encerclé Huesca depuis six mois, est laissé volontairement dans la passivité, et saboté ostensiblement par les pouvoirs publics.

Les chefs stalinistes, qui donnent le ton dans cette politique de sabotage, organisent en même temps des manœuvres de congrès et de presse.

— Est-il d'autres exemples de sabotage ?

— Le plus récent qui est tout à fait typique, c'est celui du front de Guadalajara.

Le gouvernement ayant constaté que chaque victoire militaire entraînait une poussée révolutionnaire, a entrepris de saboter la victoire militaire incontestable du Guadalajara, qui a dégagé Madrid; qui a permis de reconquérir plusieurs villages, et qui a nécessité 140 camions pour ramasser le matériel des Italiens. Seuls quelques organes anarchistes ont donné à cette victoire sa véritable importance. La presse staliniste et officielle, ont saboté les informations et déclaré que la victoire ne devrait pas être surestimé. Les mêmes inventaient des victoires inexistantes, comme la prise de Ceno de Los Angeles, en d'autres circonstances.

— Où en est la constitution de « l'armée dite populaire » ? et la mobilisation ?

— Ces mesures réactionnaires, ont eu pour but de rassurer l'impérialisme franco-anglais.

En réalité leur application est loin d'être réalisé. En fait nous avons un système confus, composé d'organisations militaires gouvernementales, et de milices. Ceci pour Madrid. En Aragon, la militarisation reste sur le papier, sauf quelques cas d'application bureaucratique par les chefs stalinistes, et parfois ceux de la C.N.T. et du P.O.U.M.

Cet état de fait s'explique par l'hostilité foncière de la masse des combattants, à la militarisation à sens bourgeois. Même dans le 5e régiment de Madrid qui est stalinien 100 pour cent, il y a eu de violentes protestations.

Dans la mesure où la militarisation est appliquée, elle consiste dans la constitution d'un corps d'officiers, nommé par le Gouvernement, et composé d'éléments petits bourgeois carriéristes.

Dans la colonne Internationale, les protestataires qui ne voulaient pas accepter les commissions politiques nommées d'en haut par le gouvernement, ont été soit chassés, soit fusillés. On a vu des militants stalinistes déchirer ou brûler « Mundo Obrero ».

— Comment s'organise la contre-révolution à l'arrière ?

En falsifiant les documents officiels les stalinistes (P.S.U.C.), dans le but de préparer la répression contre les ouvriers, ont dérobé douze tanks, qui furent découverts, dans la caserne « Vorochiloy ».

Malheureusement, cette affaire symptomatique a été dissimulée par les anarchistes, et à demi dissimulée par le P.O.U.M. Une campagne implacable, contre le crime contre-révolutionnaire, aurait, au contraire, permis le renversement de la vapeur.

Dans les plaines de l'Ampurda, « l'Etat Catala » a organisé, avec la complicité des partis du Front Populaire, une révolte armée contre les anarchistes.

— Quelle est la politique des Partis ?

— Vis-à-vis de la politique ouvertement contre-révolutionnaire du Front Populaire, les anarchistes, poussés par leur base, ont dû formuler des protestations. La répercussion a été la crise catalane. Mais les chefs anarchistes tentent d'endiguer le flot contre-révolutionnaire par une politique de statu quo, et de compromis ministériels. Ils s'adaptent à la politique de Front Populaire, et sous la pressino des masses, se bornent parfois à quelques protestations.

— Et le P.O.U.M. ?

— Ayant momentanément, perdu l'espoir de reconquérir le portefeuille perdu, la direction du P.O.U.M. s'est engagé dans la voie d'une opposition générale. Elle se prononce en général, pour un gouvernement ouvrier et paysan. Mais, on saisit tout le contenu antimarxiste qu'elle donne à ce mot d'ordre, quand on constate qu'elle ne fait rien pour reconstituer les Comités, qui peuvent seuls être le support d'un vrai gouvernement ouvrier et paysan. Face aux anarchistes, le P.O.U.M., au lieu de s'adresser aux masses pour les dresser contre les chefs bourgeois, et réformistes du F. P., pratique sous le mot d'ordre de front ouvrier révolutionnaire, une politique stérile de sommets, sans mettre les chefs anarchistes au pied du mur.

— Et le groupe bolchevick-léniniste ?

— Le groupe de la IVe Internationale, abandonné par Nin-Andrade pour la politique centriste, se réorpour en faire retomber la responsaganise au prix de mille difficultés. Déjà il acquiert de sûres sympathies, et certaines bases d'influence. Sa politique consiste à forger les cadres bolchevicks-léninistes de la révolution et dans le même temps à lutter pour le rassemblement des forces révolutionnaires, pour la reconstitution des Comités, seul moyen de donner au mouvement la force nécessaire pour un redressement décisif.

POUR LE PAIN

1er Mai 1936 - 1er Mai 1937

3 mai 1936, *jour de victoire électorale du Front Populaire, de l'alliance des partis socialiste et communiste avec le parti de la bourgeoisie libérale, le parti radical.*

Une grande espérance naît dans les masses ouvrières de France: elles n'attendent qu'un signal pour engager la lutte contre l'ennemi de classe, le patronat; elles espèrent que la direction de collaboration des classes du Front Populaire donnera ce signal...

14 mai 1936 : *première grève sur le tas dans l'usine d'aviation Bloch à Courbevoie (Seine). Deux jours d'occupation, victoire : augmentations de salaires et améliorations dans les conditions de travail sont arrachées.*

Le signal est donné par les métallurgistes de l'industrie de l'aviation. Les prolétaires les plus avancés de la classe ouvrière ont montré la voie à celle-ci pour contraindre le patronat à céder : LA GREVE AVEC OCCUPATION DE MASSE DES ENTREPRISES.

C'est la tempétueuse vague gréviste de juin, des millions de prolétaires en lutte pour le pain.

Les pouvoirs publics, qui passent du radical Albert Sarraut au socialiste Léon Blum, sont affolés. Le patronat est surpris et désemparé. Un compromis est urgent pour « sauver les meubles capitalistes » menacés par le développement de la lutte de la classe ouvrière.

7 juin 1936 : *accord Matignon : le patronat admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail, reconnaît l'exercice du droit syndical et l'institution des délégués d'ateliers, accorde des augmentations de salaires de 7 % et 15 %.*

L'ampleur du mouvement gréviste croît.

11 juin 1936, *en pleine ascension du mouvement gréviste, Maurice Thorez déclare à Amiens « il faut savoir terminer une grève ». C'est la « douche froide ».*

Mais une grande victoire ouvrière est remportée sur le patronat.

Le 21 juin 1936, *sous la poussée des masses en lutte, le parlement s'empresse de voter la loi instituant la semaine de 40 heures.*

Juillet 1936, *voit le déclin de la vague gréviste; ce sont les travailleurs des régions les plus reculées du pays que luttent encore.*

En août 1936, *déjà commence à se manifester la contre-offensive patronale : déclassements, licenciements. Les syndicats patronaux se réorganisent, déploient une grande activité. Les patrons engagent le combat pour la revanche.*

Septembre, *la hausse des prix amorce son ascension.*

Le 26 septembre, *le vote de la dévaluation du franc par la majorité parlementaire du Front Populaire et son abandon de l'échelle mobile, devant le Sénat réactionnaire, donne le signal aux capitalistes pour la course à la hausse des prix...*

Les effets de la contre-offensive, patronale et l'impuissance gouvernementale à les réprimer, provoquent l'impatience dans la classe ouvrière. Les conflits partiels se multiplient. Les dirigeants syndicaux multiplient leurs efforts pour les enrayer.

La « paix sociale » s'impose, disent les dirigeants de la C.G.T. avec les ministres du Front Populaire. Il faut rétablir la confiance; où ? Chez les capitalistes, répondent-ils.

C'est la loi du 31 décembre 1936 *sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire. Le droit de grève des ouvriers est menacé. Mais c'est un gouvernement « bienveillant ». La haute finance couvre les emprunts. Confiance, semble rétablie... pour le moment.*

Depuis, les arbitrages, les surarbitrages, les attaques patronales, la condamnation de militants pour « entraves à la liberté du travail », les fusillades des mineurs en grève de Metlaoui (Tunisie) et des ouvriers de Clichy, sont autant de manifestations du rôle et du caractère du gouvernement de Front Populaire. C'est un gouvernement de l'Etat capitaliste qui s'efforce de freiner, de briser les luttes ouvrières et qui se sert déjà, à cet effet, de l'arme policière de la répression bourgeoise.

Les conquêtes de juin sont de plus en plus rognées, menacées. Cette situation rappelle à ceux qui l'auraient oublié que nous sommes en régime capitaliste et que seul le renversement de ce régime d'exploitation de l'homme par l'homme, d'oppression impérialiste sur les peuples coloniaux, peut assurer le pain aux prolétaires, à toutes les masses travailleuses.

Les revendications immédiates

Les travailleurs exigent

POUR LE RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES IMPOSONS :

1° L'élection des délégués d'entreprise par tous les travailleurs salariés, français, étrangers ou coloniaux, âgés de 18 ans, sans autre condition.

2° Le droit d'éligibilité comme délégués pour tous les travailleurs salariés, français, étrangers ou coloniaux, âgés de 18 ans, sans autre condition.

3° Le droit de révocabilité des délégués par le personnel seulement.

4° Le non-licenciement des délégués pendant toute la durée de leur délégation.

5° L'augmentation du nombre des délégués.

6° La non-limitation de la durée de l'exercice du mandat de délégué.

7° Le droit de réunion, sur le lieu du travail, pour les délégués qui constituent le comité d'entreprise.

8° Le contrôle de l'embauchage et du débauchage par les délégués d'entreprise.

9° L'échelle mobile des salaires appliquée sur la base d'indices du coût de la vie établis par les syndicats.

10° A travail égal, salaire égal pour les femmes, les jeunes, les étrangers et les coloniaux.

11° La réduction des différences qui existent entre les bas et les hauts salaires par une augmentation des salaires de base, l'institution d'un salaire hebdomadaire de garantie.

12° L'intégration des modalités d'application de la loi des 40 heures, sans récupérations ni dérogations permanentes à la loi.

13° L'attribution du congé par roulement et, quelles que soient les conditions de départ, l'attribution d'un jour de congé payé par mois de présence à l'entreprise, sans limitation d'ancienneté dans l'entreprise.

14° La paie, la veille du départ en congé si le jour de paie des salaires doit intervenir durant le congé.

15° L'organisation de crèches dans les entreprises qui comprennent un nombre important de femmes.

16° La paie des salaires aux réservistes ayant un an de référence professionnelle, sans suppression d'un congé payé.

17° Une indemnité de 100 francs au départ et 60 francs par mois pendant toute la durée de leur absence aux jeunes ouvriers faisant leur service militaire et l'embauche obligatoire à leur retour.

Les vendeuses de Lanoma occupant le magasin au mois de Juin

Pour le contrôle ouvrier par les comités d'entreprises

Les conséquences de la contre-offensive patronale, déclanchée après juin, poursuivie et développée depuis, et l'expérience de près d'une année de gouvernement de Front Populaire, en régime capitaliste, ont amené les travailleurs à poser des revendications nouvelles introduisant dans les entreprises le problème à résoudre de l'exercice du contrôle ouvrier.

Aujourd'hui, le contrôle de l'embauchage et du débauchage est une revendication *immédiate* commune à toutes les catégories de la classe ouvrière. Au travers de nouvelles luttes contre le patronat pour imposer l'exercice de ce contrôle par les délégués élus dans les entreprises par tous les travailleurs, la classe ouvrière va acquérir une nouvelle expérience.

Le Comité d'entreprise, constitué par tous les délégués de l'entreprise, prendra corps comme moyen de l'exercice du contrôle de l'embauchage et du débauchage.

Les tentatives de contrôle du débauchage, au moment de menaces de licenciements par les patrons, ouvriront la voie à des investigations nécessaires, par les délégués, et de plus en plus précises sur la marche générale de l'entreprise : état des commandes en cours d'exécution, perspectives de commandes à venir, financement des commandes, etc...

Dans le développementdes luttes, le problème de l'exercice du contrôle ouvriersur la production apparaîtra de plus en plus nettement, sous tous ses aspects, aux travailleurs

« Il est surtout important de ne pas oublier ce fait que la réalisation du contrôle ouvrier dans une forme complète n'est possible que dans le cas où il embrasse non seulement le côté technique de la production, mais encore — fait plus grave — son côté financier.

« Ce n'est qu'avec la réalisation complète du contrôle financier que les ouvriers verront nettement les ressorts fondamentaux de tout le système capitaliste. Par le contrôle financier les ouvriers voient, pour la première fois, la dépendance de leurs entreprises des consortiums financiers et des banques non seulement nationaux mais internationaux. La divulgation des secrets commerciaux, industriels et financiers fournit aux ouvriers un tableau très net de la source première du sabotage universel auquel se livre la bourgeoisie, leur découvre les leviers du système de lock-out, de réduction du temps de travail et autres procédés, ayant en vue d'amener la diminution des salaires, l'augmentation des heures de travail, la destruction des organisations ouvrières, etc., par les moyens du chômage artificiel

« Voilà pourquoi la lutte autour du contrôle financier amène la classe ouvrière à un choc immédiat et décisif avec la bourgeoisie dont le pouvoir politique repose, dans une certaine mesure, sur la conservation de sa force financière Dans ce cas, la lutte prend inévitablement un caractère politique très net et exige une direction politique.

« Les cas toujours plus fréquents de la mainmise des ouvriers sur les entreprises et l'impossibilité de les faire fonctionner sans être maîtres du système financier, posent devant la classe ouvrière, une tâche très nette : s'emparer du système financier et, par lui, de l'industrie tout entière. »

Ainsi, s'exprime la résolution sur lecontrôle ouvrier adoptée au Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge tenu à Moscou (en juillet 1921.

La même résolution ajoute : « Pour l'organisation régulière du contrôle ouvrier sur place, il est absolument nécessaire que les syndicats dirigent les comités d'usine et ils doivent lier et combiner le travail des comités d'usines dans les usines d'une même production et prévenir de la sorte les tentatives inévitables de cultiver le patriotisme d'usine qui peuvent se produire si le contrôle est disséminé.

« Les syndicats doivent dès le début aider les commissions de contrôle, élaborer à cet effet des instructions spéciales, discuter la question dans la presse quotidienne et mener une large agitation en faveur du contrôle dans les usines et fabriques, non seulement en expliquant ses tâches, mais par des rapports sur les résultats de ce contrôle par entreprises et par groupes dans les réunions d'usines, conférences locales, etc... »

Souscrivez pour la « Lutte » poursuivie pour la 6e fois !

Soutenez la lutte

Le devoir de tout révolutionnaire: Il faut que vive le journal de l'avant-garde! Il ne peut vivre qu'avec l'appui modeste et permanent de tous les militants révolutionnaires.

Cette semaine l'effort continu, méthodique et régulier. Nous avons reçu la somme de :

620 francs

La souscription pour les 10 mille francs se stabilise aux alentours de 600 à 700 francs par semaine. C'est un résultat très important. Nous devons maintenant faire mieux encore. Nous pouvons etdevons obtenir un minimum de 1.000 frs par semaine de souscription. *C'est la condition indispensable pour agrandir le format du journal et lui donner une présentation supérieure.*

Faire de nouveaux abonnés et de nouveaux souscripteurs, tel est le mot d'ordre aux cellules P.O.I. et J.S.R.

Pour les 10.000 francs

Total des listes précéd.	6.441.50
J.B. de Juan-en-Brie	4. »
G.G. d'Alfortville	4. »
L.M. (Toulon) : une journée de travail pour la Lutte et pour le 1er mai de lutte de classes	45. »
Un sympathisant à la IVe Internationale	200. »
Vive la IVe Inter !	10. »
Phalanges de la Cellule de Sceaux	50. »
Phalanges 14 cellule	105. »
Maurice, 14e	25. »
P. R. Buenos-Aires	50. »
Phal. cellule de Colombes	15. »
Phal. cellule de Marseille..	50. »
M.P., Marseille	50. »
Pouraider la cellule du 10 :	
Un communiste	2.50
Un socialiste	2.50
Un sympathisant du 17e pour « La Lutte »	9. »
Total général	7.054. »

Imposons par l'action de masse :

Pour les chômeurs :
— Assurance-chômage immédiate.
— Allocation de chômage à 15 fr. pour les jeunes comme pour les adultes.
— Exonération des loyers.

Pour les vieux travailleurs : une pension insaisissable de 7.000 francs par an.

Pour les locataires, petits commerçants, la suppression des paliers de 15 p. 100, le vote d'un nouveau moratoire des loyers, s'opposant à toute augmentation.

Pour les paysans :
— Moratoire immédiat des dettes paysannes.
— Allocations de crise.
— Arrêt de toute saisie.

Pour les soldats :
— L'amélioration de l'ordinaire, sous le contrôle des soldats eux-mêmes.
— Les droits politiques.
— L'abrogation des deux ans.

L'action directe, cela signifie : Comité de masse par quartier, conseils paysans, conseils de soldats !

Histoire du premier Mai

Cette année le jour du Premier Mai sera un jour de fête pour les travailleurs. Ainsi n'a voulu la direction de la C. G. T. Il n'en reste pas moins que même avec son caractère semi-officiel, ce Premier Mai aura sa signification dans les luttes revendicatives. Il aura sa signification parce qu'il clôt une grande période de lutte de la classe ouvrière, parce que malgré tous les obstacles dressés par leur propre direction, la classe ouvrière se retrouvera puissamment unie dans les luttes qui s'ouvrent.

Aussi, quoi qu'en aient dit les dirigeants stalinistes et réformistes de tout poil, ce Premier Mai s'inscrira dans la tradition des grands Premiers Mai de lutte.

Nous ne pouvons ici que retracer brièvement les épisodes les plus caractéristiques de l'histoire du Premier Mai.

1886

La Fédération américaine du travail (A. F. C.) faisait ses premiers pas. Elle engageait une action décisive pour la journée de huit heures. A son congrès d'octobre 1884, elle décida de faire une première grève pour obtenir la journée de huit heures, le 1er mai 1886. Le mot d'ordre fut suivi. L'Amérique donne une grande vague de grève. A Chicago, où 1.200 ouvriers étaient en grève depuis le 16 février, un meeting réunit 25.000 personnes. La bourgeoisie américaine tremblait. Aussi profita-t-elle de cette effervescence pour tenter de briser le jeune mouvement ouvrier. Le 3 mai, puis le 5 mai, la police tirait sur la foule. Une bombe lancée sur la gendarmerie, permit d'inculper huit anarchistes dont quatre furent condamnés à mort.

1890

Mais la répression n'avait pas réussi à briser la magnifique combativité des ouvriers américains. En décembre 1888 l'A. F. L. décirde une seconde grève générale pour le 1er mai 1890. Mais cette fois la bourgeoisie a choisi une autre méthode. La période de la collaboration des classes s'ouvre aux Etats-Unis. En échange de quelques lois sociales la bourgeoisie américaine obtiendra de Gompers qu'il lance seulement les charpentiers et menuisiers des Etats du sud dans lagrève.

Le 1er mai 1890 fut pourtant en Amérique un grand Premier Mai de lutte; mais surtout il fut le Premier Mai international. Le congrès socialiste de 1889 avait décidé l'organisation à date fixe d'une grande manifestation pour la réduction de la journée de travail. Le 1er mai fut choisi pour faire coincider la manifestation avec celle organisée en Amérique.

La bourgeoisie mondiale est effrayée. En France particulièrement où la campagne des guerdistes est intense le gouvernement met le pays en état de siège. Un communiqué officieux écrit :

« La troupe gardera le fusil Lebel. Les hommes auront deux paquets de cartouches libres dans la cartouchière. **On pense que cette provision sera suffisante.** »

Voilà qui rappelle Clichy. Mais à cette époque Marx Dormoy n'était encore que le jeune fils de Jean Dormoy, l'un des promoteurs de la manifestation.

Bien que l'objectif fixé fût limité, la bourgeoisie ne se trompa pas sur la signification de cette manifestation. Elle y voyait les ouvriers du monde entier briser les frontières; elle lui opposait la barrière de classe. Elle affirmait pour la première fois la force des exploiteurs en face de celle des exploités.

Le Premier Mai 1890 laissa derrière lui une traînée de grèves, des gaziers, des mineurs, du textile. Apeurée,, la bourgeoisie accordait les premières lois sociales.

1891

Le congrès socialiste décida de renouveler en 1891 la manifestation du Premier Mai. De la résolution votée extrayons le passage suivant :

« Le congrès invite les conseillers municipaux, d'arrondissement et généraux du parti à transférer à la fête du Travail du Premier Mai les crédits ouverts pour la fête bourgeoise du 14 juillet. »

Bien que le but fixé restât la loi de 8 heures, le congrès de la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs souligne que la mobilisation doit avoir pour but de mettre en demeure les pouvoirs publics de créer ainsi une situation révolutionnaire.

L'ampleur du Premier Mai dépassa celle du précédent. La bourgeoisie affolée mettait toutes ses forces de répression sur pied. Des bagarres éclatèrent dans la banlieue de Paris. A Fourmies, le sang coula. La troupe coucha sur le pavé dix cadavres, dix manifestants inoffensifs qui réclamaient qu'on libère leurs camarades arrêtés le matin, dix victimes dont deux enfants et quatre jeunes femmes. La Chambre, radicaux en tête, couvrit ce crime à l'unanimité moins trente voix.

1906

Parmi les Premiers Mai d'avant guerre, aucun n'est plus lourd de signification que le Premier Mai 1906. Alors que jusqu'ici le Premier Mai avait surtout donné lieu à des manifestations et des meetings, le congrès de Bourges (1904) de la C. G. T. décide qu'à partir du 1er mai 1906 nous ne travaillerons plus que 8 heures par jour et que cette revendication sera obtenue par la grève. La grève rôdait à l'horizon. L'antipatriotisme accentuait encore le caractère de classe de la manifestation.

La bourgeoisie affolée procède à des arrestations, perquisitions en masse, invente un complot contre la sûreté de l'Etat. Clemenceau fait cantonner 50.000 hommes de troupes dans Paris, des bivouacs à tous les carrefours. La grève obtient un succès jamais atteint: volets clos, boutiques fermées, rues désertes. L'effervescence se prolonge pendant tout le mois de mai : grève du livre, de la bijouterie, de l'ameublement, de la métallurgie, du bâtiment.

1919-1920

L'agitation pour les huit heures a repris parmi les ouvriers mourtris par la guerre. Les grèves se succèdent. La bourgeoisie doit accorder la loi de 8 heures à la veille du Premier Mai. Les travailleurs peuvent fêter leur victoire. Ils sont prêts à la lutte. Les bagarres éclatent. Mais personne n'est là pour leur montrer la voie qu'ils doivent suivre. Les social-patriotes sont encore à la tête du parti socialiste et de la C. G. T. Les grèves se succèdent. En février 1920 c'est la grève générale des cheminots sabotée par Jouhaux. Le Premier Mai marquera l'apogée de la lutte; un jeune ouvrier est tué à Lorient. Mais la bourgeoisie passe à la contre offensive, emprisonne, condamne, assomme.

1937

Au jourd'hui, la classe ouvrière a derrière elle les grandes luttes de juin en France, de jpillet en Belgique, les grands combats de la métallurgie américaine, l'héroïque lutte des combattants prolétariens d'Espagne. De toutes parts la trahison l'environne, qui brise ses luttes, qui lui impose de fêter le Premier Mai au lieu d'y manifester son union pour la lutte. Mais la classe ouvrière sait cependant qu'il n'y a pas d'autre voie que la lutte acharnée pour le renversement de la bourgeoisie; elle s'engagera dans cette voie.

C'est dans la tradition des Premiers Mai de lutte que les militants du P. O. I. et des J. S. R. entendent combattre avec elle; c'est en bâtissant avec tous les révolutionnaires un puissant parti de la IVe Internationale qu'ils resteront fidèles à la mémoire de ceux qui sont tombés le Premier Mai et qu'ils feront de ce jour un jour de fête : **la fête du travail vainqueur de la bourgeoisie.**

POUR LA PAIX

L'union sacrée

« Ayant complètement abandonné le point de v ue du prolétariat, Blum, Cachin et cie adoptent — sous le masque de la « sécurité collective » et du « droit international » le point de vue de l'impérialisme national. Ils préparent la même politique d'abdication et de platitude que celle qu'ils ont suivie de 1914 à 1918, en y ajoutant seulement « pour la défence de l'U.R.S.S. ». Cependant de 1918 à 1923, quand la diplomatie soviétique se vit fréquemment obligés de louvoyer et de passer des accords, il ne vint jamais à l'esprit d'une seule section de l'Internationale communiste, qu'elle pourrait faire bloc avec sa bourgeoisie ! A elle seule cette chose n'est-elle pas une preuve suffisante de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale (Léon Trotsky, 28 mars 1936). »

« Ecraser la France au profit de l'impérialisme allemand, c'était une conception monstrueuse aux yeux du socialiste qu'est M. Mussolini, et pour un révolutionnaire comme lui qui voit les choses de haut, le devoir de l'intervention était indispensable et urgent pour empêcher semblable crime de s'accomplir. » (Marcel Cachin, « Humanité » du 27 avril 1915.)

« Au nom de tous ceux qui parlent, et dont je suis (c'était une formule oratoire imitée de Barrès, n. d. l. r.), je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand. » (Jouhaux, 5 août 1914, discours aux obsèques de Jaurès.)

Et Hitler ?

« Nous devons combattre ici même notre propre impérialisme, ses partis bourgeois et socialistes qui font une campagne d'excitations chauvines, en se servant de l'arrivée d'Hitler à la chancellerie du Reich sous le prétexte de résister à l'attaque fasciste de guerre possible, ils vont dans la prochaine période encore plus fortement qu'auparavant, justifier leur politique d'armements, de provocation de guerre, sous le prétexte que tous doivent défendre notre république démocratique contre le mouvement fasciste, contre les bandes nazies. » (Maurice Thorez, rapport au C. C. du P. C. du 11 février 1933.)

Conseils oubliés

« Le travail antimilitariste est une des tâches les plus pressantes de notre parti. Sans l'organisation dès maintenant du travail antimilitariste, aucun succès positif à attendre dans la lutte contre la guerre et aucun succès dans la lutte pour la dictature du prolétariat. » (Maurice Thorez, rapport du C. C. du 11 février 1933.)

★ ★

Debout prolétaires ! A la lutte ! Il y va d'un monde entier à conquérir et d'un monde e ntier à combattre. Dans cette bataille de classe, de l'histoire mondiale vers les buts les plus hauts de l'humanité, il n'y a de parole possible avec l'ennemi que les pouces sur les yeux et le genou sur la poitrine.

(Rosa Luxembourg et Liebknecht).

Ce numéro devait contenir en une page spéciale la lettre ouverte pour le parti révolutionnaire, *du P.O.I., aux groupements ouvriers.*

Mais l'obligation où nous avons été de paraître plus tôt, en raison du 1er mai, et le surcroît de travail, qui est imposé, pour cette même raison, aux imprimeurs, ne nous l'ont pas permis. Notre lettre ouverte contenant l'analyse de l'expérience Blum, et les conclusions qui en découlent pour la direction révolutionnaire, sera donc publié à notre prochain numéro.

Partout, la Guerre monte...

EN FRANCE : le budget de guerre ES TDE 29 MILLIARDS, sans compter les milliards camouflés. Vincent Auriol avoue que plus de 60% dans le budget concerne la guerre passée et future !

EN ANGLETERRE : le projet de réarmement est de 105 MILLIARDS soit 35 milliards par an.

EN ITALIE : Les dépenses militaires avouées sont de 23,5 % du budget, soit 5 milliards 563 millions de lires.

AU JAPON : le budget militaire est de 1.362 MILLIONS DE YENS, soit 46 % avoué du budget total !

L'Allemagne hitlérienne qui affame le peuple pour pouvoir fabriquer des canons, ne publie pas ses chiffres.

PARTOUT L'IMPERIALISME, QU'IL SOIT « DEMOCRATIQUE » OU « FASCISTE » PREPARE FEBRILEMENT LE PROCHAIN CARNAGE.

C'EST POURQUOI LE CRI DES TRAVAILLEURS E NCE PREMIER MAI DEMEURE : A BAS L'UNION SACREE ! A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

MOUVEMENT D'ACTION COMBATTANTE
pour nos DROITS, la LIBERTÉ, la PAIX
10, Cité Condorcet, PARIS — Tél. TRUDAINE 98-65 et 98-66

Au nom des **1.500.000** morts de la guerre couvrez de signatures **1.500.000** listes de pétition !

PÉTITION NATIONALE CONTRE les DEUX ANS

ET TOUTE AUGMENTATION DE LA DURÉE DU SERVICE MILITAIRE

Les 3 ans n'ont pas évité la guerre en 1914
Les 2 ans préparent la prochaine guerre !

A bas les chefs Radicaux traîtres aux classes moyennes

« Non le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il n'est pas davantage « un bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie » selon la définition absurde de la Pravda. Non s e ulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner sous terme neutre de bloc les rapports politiques, hiérarchiques, fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc entre l'homme et le cheval. Si le parti de Herriot-Daladier a des racines dans les masses petites bourgeoises, et dans une certaine m esure presque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement dans le but de les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français, toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels, qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les classes moyennes commencent à sentir, sinon à comprendre qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une refonte trop hardie du r é gime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble, comme l'eau et le feu. Le fascisme s'alimente avant tout d e la méfiance croissante de la petite bourgeoisie, à l'égard du radicalisme.

On peut dire sans exagérer que le sort politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont le radicalisme sera liquidé et selon que le fascisme ou le p arti du prolétariat prendra sa succession, c'est-à-dire son influence sur les masses petites bourgeoises.

(Léon Trotsky).

Sophisme d'Union Sacrée :

Défense de la Démocratie ? Défense de l'U.R.S.S. ?

Les dirigeants du front populaire nous avaient promis la paix. La paix par la S. D. N. et les pactes. La paix en régime capitaliste ! Quel mensonge ! Voilà pourquoi, avec l'appui des communistes, le gouvernement Blum, entièrement aux ordres des radicaux et de l'impérialisme, a maintenu le plus formidable des budgets de guerre de l'impérialisme ainsi que les deux ans. Voilà pourquoi la guerre n'a jamais été aussi proche. On renforce la bourgeoisie et la bourgeoisie prépare d'autant plus facilement la guerre. Par n'importe quelle duperie, elle cherche à entraîner les masses dans la prochaine boucherie. Défense de la démocratie ? Défnse de l'U. R. S. S. ? Ci-après nous rappelons comment la IVe Internationale a su depuis de nombreux mois démasquer ces sophismes d'union sacrée et maintenir haut et ferme le drapeau du défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien de Lénine et de Liebknecht.

DEFENSE DE LA DEMOCRATIE

Extrait des thèses «La Quatrième Internationale et la guerre» (1934) :

« Le mensonge de la défense nationale se couvre dans tous le scas où c'est possible, du mensonge complémentaire de la défense de la démocratie. Si les marxistes, même maintenant à l'époque impérialiste, n'identifient pas la démocratie au fascisme, le prolétariat ne doit-il pas aussi, en cas de guerre, soutenir les gouvernements démocratiques contre les gouvernements fascistes ? Grossier sophisme ! Nous défendons la démocratie contre le fascisme, à l'aide des organisations et des méthodes du prolétariat. A l'encontre de la social-démocratie (il faut y ajouter « et du stalinisme », n.d.l.r.) nous ne donnons pas mandat pour cette défense à l'Etat de la bourgeoisie. Mais si nous restons en opposition irréductible avec le gouvernement le plus « démocratique» en temps de paix, pouvons-nous prendre sur nous, ne fut-ce qu'une ombre de responsabilité pour lui en temps de guerre, quand toutes les abîjections et tous les crimes des capitalistes prennent l'expression la plus féroce et la plus sanglante ?

La guerre contemporaine entre de grandes puissances signifie non pas un conflit entre la démocratie et le fascisme, mais une lutte entre deux impérialismes pour un nouveau partage du monde. La guerre doit inévitablement, de plus, prendre un caractère international, et alors dans l'un et l'autre camp se trouvent aussi bien des Etats fascistes (semi-fascistes, bonapartistes, etc.) que des Etats démocratiques. La forme républicaine de l'impérialisme français ne l'empêche pas en temps de paix de s'appuyer sur la dictature militaire-bourgeoise en Pologne, Yougoslavie et Roumanie, comme elle ne l'empêche pas en cas de besoin de restaurer la monarchie austro-hongroise, pour en faire une barrière contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. (M. Péri n'écrivait-il pas : « Tout a été fait pour ramener l'Italie dans le front de la paix » (« Huma » 12-7) N.d.l.r.).

«La lutte pour la démocratie » en temps de guerre sifnifiera avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières, contre les déchirements de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces obstacles l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières contre son propre gouvernement démocratique, mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son gouvernement contre le pays adverse.

La guerre impérialiste se tient au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute la bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général.

C'est seulement ainsi que le prolétariat doit aussi poser la question : capitalisme ou socialisme. Triomphe de l'impérialisme ou révolution prolétarienne.

ET LA DEFENSE DE L'URSS

L'avant-garde prolétarienne mondiale soutiendra dans la guerre l'U.R.S.S., malgré la bureaucratie parasitaire et le négus non couronné du Kremlin, parce que le régime social de l'U.R.S.S., avec toutes ses déformations et ses ulcères, représente un énorme pas en avant en comparaison avec le capitalisme pourrissant.

L'U.R.S.S. ne pourra sortir de la guerre sans défaite qu'à la condition que la révolution lui vienne en aide en Occident ou en Orient.

Le soutien résolu et intrépide de l'U.R.S.S. par l'avant-garde prolétarienne mondiale pendant la guerre ne signifie pas que le prolétariat doit devenir l'allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. (ainsi que cea est le cas pour l'Internationale « communiste » depuis la déclaration de Staline à Laval, N.d.l.r.). Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'U.R.S.S. maintient pleinement et entièrement son hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays. La politique du parti prolétarien dans un pays impérialiste « allié », comme ennemi, doit par conséquent tendre au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et à la prise du pouvoir. » (La IVe Internationale et l'U.R.S.S.)

A bas la Terreur contre-révolutionnaire en U.R.S.S.

A Mexico, Trotsky a été entendu par la Commission d'Enquête

La sous-commission d'Enquête a entendu contradictoirement Trotsky à Mexico.

Le Comité International a désigné une sous-commission qui s'est rendue à Mexico interroger L. Trotsky. Cette sous-commission a siégé plusieurs jours et a soumis Trotsky à un interrogatoire serré.

Trotsky a produit une quantité de documents et preuves. La totalité des débats a été sténographié et sera ultérieurement publiée. A noter que la quasi-totalité des commissaires étaient totalement étranger à notre action politique.

Il faut même souligner qu'un des commissaires, M. Béals, *s'est posé en adversaire et a fait son possible pour tourner la discussion contre Trotsky, par exemple en lui posant des questions sur son activité, comme dirigeant de l'Internationale Communiste, dirigée* contre le Mexique! *Cette attitude ne peut d'ailleurs que souligner l'importance des débats.*

C'est probablement au mois de juin que se réunira à New-York la Commission Internationale, après examen de tous les matériaux élaborés en Europe et au Mexique.

Dans *la Lutte Ouvrière* de la semaine prochaine, nous publierons une partie des débats de Mexico, ne manquez pas ce numéro.

Arrachons au bourreau Boukharine, Rakowsky Serge Sedof et les milliers d'ouvriers emprisonnés

Les travailleurs français ne laisseront pas impunément Staline recommencer ses provocations monstres des deux procès de Moscou. Les provocations de la Guépéou n'ont pas pris.

La bureaucratie n'a rien su répondre à nos questions et nos accusations. Elle s'est bornée à continuer sa campagne de calomnies et de mensonges.

Il faut l'acculer dans ses retranchements !

L'arrestation de Yagoda, le chef de la Guépéou pendant 10 ans, remet tout en question. Comment Staline osera-t-il juger et mettre à mort des hommes qui ont été victimes des provocations de Yagoda, voleur, provocateur, concussionnaire, que Staline a sacrifié pour échapper à ses propres responsabilités ?

Avec nous, exigez la liberté pour Boukharine, Rakovsky, Rykov !

Liberté pour Serge Sedov, le fils de Trotsky, arrêté uniquement par vengeance envers son uère !

Liberté pour les milliers d'ouvriers révolutionnaires déportés ou emprisonnés en U. R. S. S. !

L'Humanité se tait sur Yagoda

Toute la presse mondiale a publié des informations sur l'arrestation de Yagoda, sur ses turpitudes, canailleries et crimes, que Staline jette maintenant en pâture à la colère populaire, après les avoir dirigées pendant 10 *ans.*

Mais l'Humanité *se tait ! C'est probablement ce que ces messieurs appellent « la grande information ».*

Les dirigeants de l'Humanité *sont dirigés par la police russe. Hier par Yagoda-le-pourri, aujourd'hui par Zégov-le-bourreau.*

Ouvriers ! Forcez l'Humanité *à rompre son silence. Il faut en finir avec l'intervention des hommes de la Guépéou dans le mouvement ouvrier.*

Ce que nous avons fait

Qu'avons-nous fait pour dénoncer les crimes staliniens ? Encore bien peu ! Une série de meetings (d'ailleurs parfaitement réussis), des diffusions de tracts, des contradictions nombreuses aux calomniateurs staliniens. (La semaine dernière *Rousset* a répondu à M. Varenne à la Galerie la Boétie, et *Naville* a démasqué M. Ribard à la Mutualité.)

Enfin, le P.O.I. a apporté tout son appui au Comité pour l'Enquête.

Tout cela, malgré les moyens limités, a eu une grosse répercussion. Ces Messieurs de l'*Humanité* ont dû arrêter leur campagne, en attendant de nouveaux ordres.

Mais il faut faire plus...

Ce que nous devons faire

Aujourd'hui, il faut redoubler d'activité pour empêcher les nouvelles provocations de Staline qui divisent et démoralisent le mouvement ouvrier révolutionnaire.

1° *Faire connaître les travaux de la Commission Internationale d'Enquête de New-York.* La presse française fait le silence à son sujet. En effet, démontrer les mensonges et les faussetés accumulés par Vichinsky et Cie, c'est porter le coup le plus dur aux provocateurs de la Guépéou, c'est empêcher celle-ci de monter de nouvelles comédies pour justifier de nouveaux crimes.

2° *Porter devant toutes les Assemblées ouvrières le cas des futurs condamnés.* Exiger la libre entrée en U.R.S.S. d'une Commission d'Enquête et d'avocats étrangers, libres de leurs mouvements, avec les garanties.

3° Faire connaître dans les usines, bureaux, chantiers, le cas de Boukharine, Rakovsky, Rykov; des survivants du bolchevisme, emprisonné ou tenus au secret sans qu'on les juge.

4° *Exiger la libération* de ces milliers « d'otages » arrêtés, comme *Serge Sedov* le fils de Trotsky qui ne s'est jamais occupé de politique, et des militants socialistes, anarchistes, etc....

5° Rénover la solidarité ouvrière directe avec les travailleurs de l'U.R.S.S., en dehors du gouvernement de Staline. Cette lutte solidaire nous aidera dans notre propre lutte contre la réaction et le fascisme.

6° Exiger la *cessation des persécutions et calomnies policières contre la IVe Internationale et contre le POUM en Espagne.* Cette lutte criminelle nous montre assez ce que nous préparent MM. Thorez et Cie en France.

C'est au nom même des victimes du fascisme et du capitalisme international que nous luttons contre la répression anti-prolétarienne en U. R. S. S.

Faites connaître l'action du Comité pour l'Enquête.

Le n° 4 du *Bulletin* du Comité est paru. Il contient une série d'informations sur le contre-procès de New-York, sur l'affaire Yagoda, etc. Le numéro : 1 franc. Le demander aux *Publications Populaires.* Le Comité fait appel aux *souscriptions,* pour l'envoi à New-York des délégués qui siégeront à la Commission Internationale. Envoyez les fonds au P.O.I. qui les transmettra.